

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 26 juin 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées** Visite d'inspection du 29 avril 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Énergie Éolienne de le Vigeant**

26 rue du Rhône  
68300 Saint-Louis

Références : 2025 766 UbD16-86  
Code AIOT : 0003100123

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 avril 2025 dans l'établissement Énergie Éolienne de le Vigeant implanté lieux-dits « Les Petites Fouillarges » et « Brandes de la Ressières » 86150 Le Vigeant. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Énergie Éolienne de le Vigeant
- Lieux-dits « Les Petites Fouillarges » et « Brandes de la Ressières » 86150 Le Vigeant
- Code AIOT : 0003100123
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc est constitué d'une ligne de 5 éoliennes et d'un poste de livraison. Il est localisé sur la commune du Le Vigeant au sud du département de la Vienne, à environ 46 km de Poitiers. L'APA date du 6 avril 2018 et APC en date 4 décembre 2020.

La société Aventron est propriétaire du parc depuis novembre 2022. Le parc a été mis en service en mars 2022.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Accès	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
2	Dispositions constructives	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 8
3	Dispositions constructives	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10
4	Balilage	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11
5	Exploitation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13
6	Affichage	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14
7	Exploitation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15
8	Exploitation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
9	Exploitation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17
10	Exploitation	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18
11	Risques	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22
12	Lutte contre l'incendie	Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24
13	Bruit	Arrêté préfectoral du 6 avril 2018, article 9
14	Bridage	Arrêté préfectoral du 6 avril 2018, article 6-I.a

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection ne conduit à ne formuler aucune observation.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.  Cet accès est entretenu.  Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. »</i>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, les voies d'accès étaient bien entretenues.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« [...] Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de chaque aérogénérateur de l'installation avant la mise en service industrielle de l'installation.  En outre l'exploitant dispose des justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation a fait l'objet du contrôle prévu à l'article R. 125-17 du code de la construction et de l'habitation. »</i>
<b>Constats :</b> Le rapport a été fourni de la société UL sur lequel est indiqué la conformité IEC 61-400 en date du 30 mars 2021. L'exploitant a fourni le certificat de conformité Turbine Éolienne Marque et modèle SIEMENS GAMESA 3X 3.0 MW 132.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions constructives
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>« L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ;</li> <li>• pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, dans leur version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</li> </ul> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de vérification périodique de l'APAVE en date 23 août 2023 a été fourni sur lequel figurait 5 observations. Le rapport du 20 février 2024 de la société SOCOTEC indique que ces 5 éléments ont été corrigés.</p> <p>L'exploitant a fourni les rapports de la société ENEDIS C13-100 et C15-400 relatifs aux aérogénérateurs du parc. La NF C13-200 a été réalisée par la société APAVE citée dans le précédent rapport.</p> <p>Le rapport de contrôle de la société SOCOTEC (NF15-100) réalisée le 20 février 2025 atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques. Aucune anomalie n'est mentionnée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Balisage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 11</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Balisage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite d'inspection, le balisage de jour était fonctionnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de la visite, l'inspection a constaté que les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur et du poste de livraison étaient fermés à clef.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Affichage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 14</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Affichage
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</i></li> <li><i>• l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</i></li> <li><i>• la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</i></li> <li><i>• la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »</i></li> </ul>
<b>Constats :</b> Au jour de la visite, l'inspection a constaté que chaque aérogénérateur était identifié par un numéro lisible présent sur son mât. Des pictogrammes et inscriptions de sécurité sont présents sur chaque mât.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'aucun exercice n'a été fait sur ce parc mais des entraînements sont régulièrement faits sur d'autres parcs. Le personnel est formé. L'équipe est formée de 7 personnes réparties sur un certain nombre de parcs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit. »</i>
<b>Constats :</b> Le jour de la visite l'aérogénérateur E5 inspectée était propre le jour de la visite d'inspection et aucun entreposage non autorisé n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 17
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un arrêt ;</li> <li>• un arrêt d'urgence ;</li> <li>• un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.</li> </ul> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de contrôle des fixations a pu être consulté sur l'éolienne E5 (point 123) sur lequel aucune anomalie n'a été détectée. En cas de correctif à apporter, le service de maintenance passe assez rapidement et envoie un rapport pour informer que le point a été levé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 10 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« I. – Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>II. – Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>III. – L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>IV. – La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que les contrôles sont faits par le turbinier SG (point 18 et 19). Le dernier visuel des pales date du 30 avril 2024 (vérifications annuelles).</p> <p>ENERTRAG effectue également une inspection tous les 6 mois. La dernière date du 11 février 2025.</p> <p>Aucune anomalie n'a été détectée.</p>

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 22

**Thème(s) :** Risques chroniques, Risques

**Prescription contrôlée :**

« Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;
- le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation. »

**Constats :**

L'exploitant a créé une fiche reflex avec les différentes situations qui décline l'ensemble des procédures à suivre ainsi que les différents contacts et numéros d'urgence accompagné d'un plan du parc.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 26 août 2011, article 24

**Thème(s) :** Risques chroniques, Lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

« Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »

**Constats :**

L'exploitant a fourni le rapport de visite des 10 extincteurs du parc réalisée par de la société SOCOTEC le 20 février 2025. Le rapport ne mentionne aucune anomalie.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 6 avril 2018, article 9

**Thème(s) :** Risques chroniques, Bruit

**Prescription contrôlée :**

« Une mesure de la situation acoustique est effectuée, dans des conditions météorologiques et saisonnières susceptibles de générer les émergences sonores les plus impactantes pour les riverains,

<p>dans un délai de douze mois à compter de la date de mise en service en totalité de l'installation pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p> <p>Ce contrôle est réalisé indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations pourra demander. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le rapport des mesures de la société JLBI Acoustique réalisé du 19 octobre au 3 novembre 2022 sur lequel aucun écart n'a été détecté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Bridage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 6 avril 2018, article 6-I.a</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bridage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« <u>Chiroptères</u></p> <p>Un plan de bridage "chiroptères" (arrêt conditionnel des éoliennes) est mis en œuvre selon le protocole suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• pour des vitesses de vent &lt; 6 m/s ;</li> <li>• pour des températures &gt; 8 °C ;</li> <li>• éolienne E1 : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre ;</li> <li>◦ de 1 heure avant le coucher du soleil à 1 heure après le lever du soleil ;</li> </ul> </li> <li>• éoliennes E2 et E5 : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre ;</li> <li>◦ de 30 minutes avant le coucher du soleil jusqu'à 3 heures après le coucher du soleil ;</li> <li>◦ de 1 heure avant le lever du soleil jusqu'à 30 minutes après le lever du soleil.</li> </ul> </li> </ul> <p>À la mise en service de son installation, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement du bridage "chiroptères" et en établit, dans les 3 mois, un rapport mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Au regard des résultats des suivis environnementaux prescrits ci-après, les paramètres de bridage pourront évoluer, après avis de l'inspection.</p> <p><u>Avifaune</u></p> <p>Lors des pratiques agricoles (moissons / fauches et labours) qui augmentent l'attractivité des parcelles d'implantation, une mesure de réduction à destination de ces espèces : avant l'intervention de l'exploitant agricole et pendant les trois journées suivantes, un arrêt est mis en place pour les éoliennes situées sur les parcelles supportant les éoliennes et concernées par des travaux agricoles (moissons/fauches et labours).</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les enregistrements justifiant l'arrêt de l'activité des éoliennes. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bridage a été modifié et mis en place en 2024. Le même bridage plus strict a été installé sur les 5 éoliennes : 5.5 m/s et T° 10° du lever au coucher du soleil</p> <p>Un courrier a été envoyé le 9 avril 2023 et 9 avril 2024 à l'inspection des installations classées.</p> <p>Cependant, l'exploitant indique que ce bridage n'est pas concluant et va être de nouveau modifié et testé jusqu'en novembre 2025. L'exploitant communiquera les résultats à l'inspection des installations classées qui procédera à la modification sous forme d'un arrêté préfectoral complémentaire si ce bridage est retenu.</p> <p>Une convention de partenariat avec un agriculteur a été signée qui tient informée l'exploitant des périodes de fauche et de moisson pour arrêter les éoliennes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Arrêté préfectoral complémentaire</p>